

Objet : signature d'une convention de mise à disposition de salles du conservatoire de Fresnes entre l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et Claire Thirion

Le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;

Vu la délibération n°2020-07-15-1863 du Conseil territorial du 15 juillet 2020 relative à l'élection du Président de l'Etablissement public territorial ;

Vu la délibération n°2020-12-15-2111 du Conseil territorial du 15 décembre 2020 portant délégation de pouvoir du conseil territorial au Président, aux Vice-présidents et aux Conseillers délégués ;

Vu l'arrêté n°A2021-637 en date du 15 décembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Géraud Chirol, directeur du Conservatoire à Rayonnement Départemental de Fresnes ;

Vu la convention de mise à disposition de salles du conservatoire de Fresnes avec la violoncelliste Claire Thirion du vendredi 4 au dimanche 6 novembre pour des répétitions d'un spectacle et son enregistrement ;

Considérant l'intérêt pour le conservatoire de Fresnes de participer à l'accueil et au développement de projets musicaux ;

DECIDE :

Article 1^{er} : De signer la convention de mise à disposition de salles du conservatoire de Fresnes entre l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre et la violoncelliste Claire Thirion, à titre gratuit, du vendredi 4 au dimanche 6 novembre 2022 ;

Article 2 : Madame la Directrice générale des services de l'EPT est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera faite à :

- Madame la préfète du Val de Marne
- Madame la Trésorière d'Ivry-sur-Seine

À Fresnes, le mardi 4 octobre 2022

Le Directeur du Conservatoire à Rayonnement Départemental de Fresnes



Géraud Chirol

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte ;
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Envoyé en préfecture le : 26/10/2022
Affiché / Publié le : 25/10/2022